

## Introduction

Ce dossier thématique de revue est le résultat d'échanges universitaires et scientifiques franco-italiens qui se sont développés dans différents projets de recherche. En effet, les travaux de Christine Bouneau dans le cadre du programme de recherche Scor de la Msha<sup>1</sup> et de l'axe «Pouvoirs» du Cemmc<sup>2</sup> de l'Université Bordeaux Montaigne, ceux de David Burigana dans le cadre du programme ExPost-Italy<sup>3</sup> et du programme Prin 2017 *Science, technology and international relations: case studies in italian foreign policy*<sup>4</sup> sont entrés en résonance en particulier dans une perspective européenne. Ainsi, plusieurs manifestations scientifiques<sup>5</sup> et publications<sup>6</sup> ont jalonné ce parcours européen au prisme franco-italien. Les principaux champs exploités ont jusque-là concerné la société civile organisée et les experts ainsi que, d'une part, le pouvoir dans sa dimension transversale et, d'autre part, l'interrelation entre science, technologie et dimension internationale des processus décisionnels nationaux. En 2021, deux nouvelles journées d'étude ont permis d'approfondir les échanges et de tisser de nouveaux liens. Le 9 novembre 2021, s'est déroulée aux Archives historiques de l'Union européenne de Florence (Villa Salviati) une journée d'étude intitulée *Experts and Société civile organisée. An historical reappraisal in Europe between political decision-making process and democracy*, qui a dressé un bilan de ces programmes, tout en ouvrant de nouvelles perspectives<sup>7</sup>.

Quelques semaines plus tôt, le 1<sup>er</sup> octobre, un workshop placé sous le signe des relations franco-italiennes, organisé à l'Université Bordeaux Montaigne, avait tracé des jalons en présentant et discutant les textes de ce dossier et la perspective d'une triangulation entre Paris, Rome et Moscou. Si l'angle représenté par l'Allemagne national-socialiste est incontournable,

\* Université Bordeaux Montaigne, marie-christine.bouneau@u-bordeaux-montaigne.fr:  
Università di Padova, david.burigana@unipd.it.  
DOI 10.3280/XXI2021-049001

l'année 1935, autour des accords Badoglio-Gamelin, montre combien les rapports, particulièrement entre Paris et Rome, jouèrent un rôle non négligeable, en premier lieu comme alternative à l'alliance avec l'Union soviétique vers laquelle se tournaient des milieux militaires français réticents, portés par un monde politique pas tout à fait convaincu par le pacte franco-soviétique<sup>8</sup>. L'Italie fasciste maintint ses relations avec Moscou sur le plan technique et commercial, face à une action de propagande menée à coup d'invitations et d'échanges de missions de toute nature<sup>9</sup>. Commerce, culture et technologie s'entremêlent ainsi à l'action diplomatique, tout comme la science depuis la mission de sauvetage du dirigeable *Italia* conduite avec succès par le brise-glace *Krassine*. Les tournées de son équipage en Italie et en France sont un exemple de l'entrelacement du politique avec d'autres outils de la diplomatie<sup>10</sup>, parmi lesquels la science qui commençait à jouer un rôle nouveau dans l'histoire des relations internationales<sup>11</sup>.

Entre Paris et Rome, les relations internationales et la diplomatie sont également revisitées à l'aune du sport<sup>12</sup> et des réseaux intellectuels et amicaux. Dans la période de l'entre-deux-guerres, relue au prisme de ces différentes approches, une chronologie fine pourra être ainsi repérée au-delà des synchronies et des asynchronies traditionnelles.

L'originalité de cette réflexion tient donc à l'insertion des relations franco-italiennes dans un espace plus large et dans des jeux d'échelle complexes, sorte de triangulation à géométrie variable au gré des temps forts des relations internationales, mettant principalement en mouvement l'Allemagne et l'Urss.

Ces relations multiples, amicales ou hostiles, complémentaires ou concurrentielles, se déroulent «à l'ombre du pouvoir». En effet, le pouvoir politique n'est pas à première vue au cœur des analyses, ce sont bien plutôt ses coulisses qui sont parcourues. Pourtant, les relations personnelles/privées, les sociabilités intellectuelles, les rencontres sportives, le poids de la société civile organisée autour des associations, les enjeux techniques ramènent incontestablement au pouvoir dans des rapports de fascination et de répulsion.

Plusieurs enseignements se dégagent de ces articles.

Il faut d'abord souligner le poids des acteurs (conseillers, chargés de mission, ingénieurs, hommes politiques, exilés, architectes, sportifs de haut niveau). Ceux-ci sont insérés dans des réseaux (ceux tissés au sein du Quartier Latin à l'époque de l'Affaire Dreyfus, ceux de la Ligue des droits de l'Homme et de la Lidu, des Comitati proletari antifascisti ou ceux de la Cigre et de l'Unipede ou encore ceux de la Fifa), des milieux (intellectuels, coopératifs, syndicaux, corporatifs, sportifs autour des Coupes du monde) et des lieux (Palais Farnèse, congrès et comités, stades tels le Littoriale de Bologne, le Giovanni Berta de Florence ou le stade municipal de Bordeaux) facilitant des circulations entre

les individus et les groupes. L'épaisseur humaine enveloppe ainsi les relations diplomatiques et les grands enjeux européens voire internationaux.

La question de l'amitié, thématique désormais pleinement intégrée à l'historiographie<sup>13</sup>, est ainsi très présente dans les textes et même en bonne place dans les titres des articles. L'amitié générationnelle d'Hubert Lagardelle, Anatole de Monzie et Henry de Jouvenel est à l'origine de la «mission à Rome». Si parler d'amitié entre Lagardelle et Mussolini serait sans doute excessif, du moins faut-il souligner la fidélité entre ces deux hommes qui se sont connus avant la Grande Guerre et qui perdure bien au-delà comme en témoigne la mission de rapprochement franco-italien. Celle-ci a été poursuivie et facilitée par les liens amicaux noués durant la Première guerre mondiale entre Lagardelle et des membres de l'entourage de Mussolini (Roberto Michels, Margherita Sarfati, Edmondo Rossoni ou Agostino Lanzillo entre autres). Parallèlement à l'action diplomatique officielle menée au Palais Chigi et au Quai d'Orsay, des hommes, que l'amitié a pu rapprocher, travaillent à l'ombre du pouvoir.

De même l'amitié qui existe entre les exilés italiens et la gauche française, telle celle, par exemple, entre Luigi Campolighi et Vincent Auriol, permet la mise en place d'une collaboration notamment au travers de la Lidu.

«L'amitié probable» entre les nations dans «l'Europe de Mussolini» ou la «relation d'amitié» entre la France et les exilés italiens reposent non pas essentiellement sur des relations bilatérales ou trilatérales officielles mais sur un socle de relations interpersonnelles, souvent amicales ou affinitaires à l'ombre du pouvoir<sup>14</sup>.

La correspondance privée, largement utilisée au-delà des documents diplomatiques classiques, donne un éclairage en grande partie inédit sur ces relations franco-italiennes, en parcourant les entrelacs des réseaux intellectuels ou techno-politiques, pénétrant ainsi dans les coulisses du pouvoir.

C'est aussi, loin des décisions politiques et diplomatiques de premier plan que la Cigre et l'Unipede dans des trajectoires internationales repérables dans les conférences et sessions, évaluent les enjeux techno-politiques français et italiens, en particulier la question des langues qui constitue bien un élément clé du pouvoir et des relations diplomatiques.

La question des langues est en effet aussi importante et est en filigrane dans plusieurs textes même si ce n'est pas la dimension principale que l'on pouvait pressentir. Si aujourd'hui l'anglais exerce une domination absolue, sa prééminence restait relative durant l'entre-deux-guerres, et il est fascinant de voir combien la domination linguistique ou l'accession d'une langue – le français, l'anglais, l'allemand ou l'italien – au rang de langue officielle dans un

congrès ou une conférence, est constitutif du pouvoir. Les débats au sein des sessions de la Cigre, sur le passage du bilinguisme (français et anglais) à un trilinguisme et même un quadrilinguisme (les mêmes avec l'allemand et l'italien promu dans le sillage de la puissance technique allemande) sont révélateurs des enjeux de pouvoir dans un contexte de relations internationales conflictuelles.

Si Lagardelle est un interlocuteur privilégié et devient un «acteur para-diplomatique», il le doit avant tout à sa «reconnaissance» par Mussolini et à ses liens avec son entourage, mais on peut imaginer que sa maîtrise des langues – l'italien, l'allemand et le russe – a pu faciliter la mission.

De même, dans la collaboration de la gauche française et des milieux exilés italiens, des efforts sont faits de part et d'autre pour traduire, dans une volonté d'acculturation politique, les grands penseurs, en particulier les ouvrages de Silvio Trentin de la fin des années Vingt et des années Trente. On mesure encore une fois l'importance de l'accessibilité d'une langue pour asseoir, dans le cadre de relations franco-italiennes rapprochées, le rayonnement politico-culturel des forces de gauche.

Le troisième enseignement à retenir de ce dossier tient au rôle des autres nations en contre-point des relations franco-italiennes. Ce numéro pose la question de l'autonomie dont disposent la France et l'Italie par rapport aux pays tiers, que ce soit l'Allemagne dans l'«Europa di Mussolini» ou au cœur des enjeux technopolitiques, ou que ce soit l'Urss dans les relations techno-militaires.

Au-delà de la question de l'autonomie ou de l'interdépendance, l'obsession du déclassement permanent, aussi bien pour l'une et l'autre des nations latines, dans leurs réseaux d'alliances respectifs, est très net. L'utilisation du «soft-power»<sup>15</sup>, c'est-à-dire de la diplomatie culturelle et de la diplomatie scientifique, en est une preuve comme le démontrent l'expérience de la mission d'un intellectuel français à Rome ou les pratiques de la Cigre et de l'Unipede. Cela correspond aussi à tout ce qui tournait autour de l'opération *Krassine*, c'est-à-dire la science au service de la mise en valeur au niveau de la propagande de l'heureuse mission du brise-glace soviétique au secours des disparus du dirigeable *Italia* de Umberto Nobile. L'obsession de maintenir son rang se traduit par le déploiement de liturgies, qu'elles soient fascistes ou républicaines, avec la communication, la compétition et la circulation permanente, à l'instar du narrateur/lecteur de *La Modification* de Michel Butor<sup>16</sup>, entre Paris-Rome-Paris.

Les fantasmes impériaux lisibles, en particulier, dans l'architecture des stades italiens et la célébration de la puissance coloniale française en toile de fond des discussions, avivent la concurrence entre des nations latines obsédées par leur volonté d'assurer leur prééminence dans la compétition internationale symbolisée durant les années Trente par les Coupes du monde de football.

Les accords Laval-Mussolini ne représentent donc pas une «parenthèse», ou la toute dernière tentative de Mussolini, comme disait Gayda – mais en janvier 1939 – de fermer «un lungo e travagliato periodo di incomprensioni e ostilità francesi contro l'Italia», une période «oscuro di più o meno aperti conflitti politici senza soluzione di continuità». En œuvrant pour «une amitié probable», le dialogue franco-italien avait investi autant le côté diplomatique que celui culturel et politico-économique en traçant par conséquent une sorte de réseau protecteur – d'ailleurs élaboré aussi par la diplomatie de Litvinov – face à l'Allemagne nazie, qui ne l'avait ni ignoré ni sous-estimé. L'entente italo-française serait alors «un'occasione mancata, un percorso avviato e poi abbandonato per l'opzione di Mussolini a favore di una politica aggressiva e di conquista» pour l'Éthiopie<sup>17</sup>, un objectif pour lequel l'appareil militaire italien se préparait activement depuis 1932<sup>18</sup>. Les accords Laval-Mussolini, depuis Renzo De Felice et Jean-Baptiste Duroselle, en devaient être le cadre politico-diplomatique. C'était là la raison de l'empressement italien pour la visite de Barthou à Rome dès l'été 1934, tout comme l'assentiment *de facto* de Laval aux objectifs de Mussolini<sup>19</sup>. La question de savoir comment on avait joué de part et d'autre pour réaliser cette «alliance impossible» a déjà été posée dans une très belle thèse discutée à Strasbourg sous la direction de Raymond Poidevin et publiée en 2004 par le Service historique de la Marine<sup>20</sup>. L'auteur, Jean-Marie Palayret, suit le déroulement des manœuvres diplomatiques en y faisant émerger les tentatives françaises d'explorer les potentialités d'une alliance militaire autour d'une seule option à la fin – endiguer la menace allemande – et dont l'apogée, coïncidant avec les accords Laval-Mussolini, furent les accords Gamelin-Badoglio. À la suite d'un échange entre les chefs des services respectifs de renseignement, Mario Roatta et Maurice Gauché, non seulement on cessa l'espionnage de l'un et de l'autre, mais on établit une liaison entre les services, l'agent HC 100, un contact qui resta actif jusqu'en 1940. Ce fut l'officier des Carabinieri Roberto Navale, chef de la Section du contre-espionnage de Turin<sup>21</sup> et par la suite impliqué dans différentes «actions» du Service italien dont l'assassinat des frères Rosselli<sup>22</sup>. Les militaires italiens, on l'a vu, étaient au service de la réalisation de «l'Empire». Et les Français? L'Etat-Major de Gamelin misait-il seulement sur l'endiguement allemand? L'alliance avec l'Italie était-elle seulement «une» ou «l'»option, la seule?

Dans cette compétition internationale au niveau des deux pays, une dimension voire une approche européenne – à quelle(s) échelle(s) – est-elle perceptible? La question de l'Urss, avec son nouveau modèle, est profondément ambivalente et présente déjà toute l'ambiguïté de «l'Europe de l'Atlantique à

l'Oural». Lagardelle, par ses hésitations entre une mission à Rome et un voyage en Urss, traduit ces ambiguïtés. Les Français et les Italiens croient d'ailleurs jouer dans cette perspective un rôle original sinon moteur, mais il s'agit largement d'un jeu de dupes qui sombre avec la révélation du pacte germano-soviétique d'août 1939<sup>23</sup>. A cet égard, les relations techno-militaires de Paris avec Moscou et Rome, opérées à l'ombre du pouvoir, fournissent un regard révélateur sur les mobiles de l'establishment politico-militaire français dans le rapprochement italo-français en suggérant toute la faiblesse de la position militaire<sup>24</sup>, mais aussi politique de Paris durant les années Trente<sup>25</sup>. Aux yeux de l'État-Major de Gamelin mais, à partir d'un Exercice stratégique de 1933, sous la conduite du Général Maxime Weygand, la solution diplomatico-militaire italienne sécurisait la Méditerranée et, par conséquent, rendait inutile l'option soviétique pour ravitailler les alliés orientaux face à l'Allemagne. D'autre part, et avant tout, le front allait se resserrer sur le flanc sud du Reich. C'est ainsi que 1935 peut se définir comme l'année des meilleurs des mondes possibles pour les dirigeants politiques et militaires français avec les accords Gamelin-Badoglio et les conversations des envoyés militaires français<sup>26</sup>, malgré les différents points de vue des trois Armées.

Les rapports bilatéraux ne peuvent être analysés que grâce à des triangulations, et si possible des triangulations multiples. C'est ainsi que le débat développé lors de l'atelier du 1<sup>er</sup> octobre 2021 à Bordeaux a permis de poser des jalons concernant les relations franco-italiennes dans une perspective de triangulation avec ce dossier dont les thématiques et la chronologie pourraient être élargies. En effet si le XIX<sup>e</sup> siècle est marqué par des relations fortes – pensons par exemple aux phénomènes des «Jeune Italie», «Jeune France», «Jeune Allemagne» ou encore «Jeune Europe»<sup>27</sup>, avec la figure de proue de Mazzini –, il n'en serait pas moins intéressant d'étudier ces relations dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle à l'aune des multiples cadres de la politique étrangère des deux pays, et tout en exploitant la riche historiographie sur la construction européenne sous les angles de l'interdisciplinarité que l'on a expérimenté dans nos projets de recherche. Les ateliers Vigoni, qui réunissent des chercheurs italiens, français et allemands pourraient constituer ainsi un lieu de réflexion idéal pour poursuivre des approches historiques placées sous le signe de la comparaison triangulaire. Finalement, il est ressorti du workshop l'idée d'ancrer par des séminaires conjoints et périodiques la nécessité d'enrichir les réflexions des différentes disciplines historiques autour des rapports italo-français par une fertilisation croisée. Celle-ci développerait l'analyse sur le temps long, en pensant à un dialogue avec les trajectoires du temps présent dont le Traité du Quirinale nous montre les perspectives actuelles.

### Note

<sup>1</sup> SCOR est l'acronyme du Programme de recherche Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine (MSHA) «Figures et métamorphoses de la société civile organisée: expertise(s), médiation(s) et pouvoirs (France et Europe occidentale de la fin du XIXe au XXe siècle)», dirigé par Christine Bouneau et Robert Lafore.

<sup>2</sup> Le CEMMC est le Centre d'Etudes des Mondes Moderne et Contemporain, Unité de Recherche (2958) de l'Université Bordeaux Montaigne.

<sup>3</sup> Expost-Italy signifie Experts and Politics on Science and Technology in Italy, financé par l'Université de Padoue (2013-15).

<sup>4</sup> Dont D. Burigana est chef d'unité de recherche sur l'évolution des activités spatiales et le rôle des différents acteurs italiens entre recherche, industrie et diplomatie.

<sup>5</sup> Journée d'étude, tenue le 17 mai 2016 aux Haeu à Florence sur «Sources et archives de la société civile organisée européenne: Bilan et perspectives de recherches», organisée par le programme Scor de la Msha, avec le soutien des Historical Archives of The European Union, le Département de Sciences Politiques, de Droit et de Relations Internationales de l'Université de Padoue et le programme de l'Université de Padoue ExPost-Italy; Les 2 et 3 février 2017 s'est tenu à l'Université de Padoue (Département des Sciences politiques, juridiques et Etudes internationales) un colloque intitulé «Experts and Politics on Science and Technology in Europe: a problem of democratic legitimacy and international reliability?». Ce colloque a été organisé par les programmes de recherche ExPost (Université de Padoue) et Scor, avec la participation de HistCom3 Project; le Centro di Ateneo di Studi e Attività Spaziali "Giuseppe Colombo" (Cisas) de l'Université de Padoue, du Centre de recherche Alcide De Gasperi de l'European University Institute et de Sisi (Società italiana di Storia Internazionale).

<sup>6</sup> C. Bouneau, D. Burigana (eds), *Experts and Expertise in Science and Technology in Europe since the 1960s. Organized Civil Society, Democracy and Political Decision-making*, Peter Lang, Bruxelles 2018, 292 p.; C. Bouneau, L. Coste (dir.), *Les conseillers du pouvoir en Europe du xvii<sup>e</sup> siècle à nos jours. Acteurs, cercles et pratiques*, Peter Lang, Bruxelles 2018, 311 p.

<sup>7</sup> Les interventions vidéo de la journée d'études sont accessibles à partir du canal Youtube du Département Spgi (Scienze Politiche Giuridiche e Studi Internazionali) de l'Université de Padoue.

<sup>8</sup> D. Burigana, *Armi e Diplomazia. L'Unione Sovietica e le origini della Seconda guerra mondiale (1919-39)*, Polistampa, Firenze 2006; G. Vidal, *Une alliance improbable. L'armée française et la Russie soviétique 1917-1939*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes 2015. Mais face à l'approche franco-française de l'ouvrage, voir le compte-rendu critique de Michael Jabara Carley, *Diplomacy & Statecraft*, 2017, vol. 28, no. 1, pp. 152-155.

<sup>9</sup> S. Coeuré, *La grande lueur à l'est. Les Français et l'Union soviétique (1917-39)*, Seuil, Paris 1999; M. Martelli, *Mussolini e la Russia. Le relazioni italo-sovietiche dal 1922 al 1941*, Mursia, Milano 2007.

<sup>10</sup> Ce sujet sera abordé dans un article d'Olga Dubrovina de prochaine publication sur «Ventunesimo Secolo», article dédié à l'opération *Krassine* en tant que tournant de l'attention soviétique vers l'Arctique et opportunité de faire valoir d'autres arguments pour garder ouverte la porte des échanges avec Rome et Paris. O. Dubrovina a joué, pour ses recherches, d'un contrat de 20 mois du programme de recherche et innovation de l'Union Européenne H2020 InsSciDe, *Inventing a shared Science Diplomacy for Europe* (grant agreement No 770523, 2018-2021) et pour sa participation à la journée d'études de Bordeaux, 1<sup>er</sup> octobre 2021, d'un financement du Département Spgi (Scienze Politiche Giuridiche e Studi Internazionali) de l'Université de Padoue.

<sup>11</sup> D. Burigana, «Experts et décideurs politiques dans le secteur des sciences et de la technologie: toute une autre diplomatie», in M. Dumoulin, J. Elvert, S. Schirmann (dir.), *Stratégies et acteurs. Construire l'Europe au xx<sup>e</sup> siècle/Strategies and actors. Building Europe in the xxth century*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart 2022, pp. 265-278. Sur la période, S. S. Demidov, *Les relations mathématiques franco-russes entre les deux guerres mondiales*, «Revue d'histoire des sciences», 2009, Vol. 62, n. 1, pp. 119-142.

<sup>12</sup> Voir A. Wahl (dir.), *Sports et relations internationales*, Centre lorrain d'histoire, 1995 et R. Frank, «Internationalisation du sport et diplomatie sportive», dans R. Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Puf, Paris 2012.

<sup>13</sup> Voir par exemple A. Suspène (dir.), *Amitiés politiques d'Oreste et Pylade à nos jours*, «Parlement[s]», 2011, HS n°11.

<sup>14</sup> Sur le rôle des conseillers du pouvoir, souvent à l'ombre du pouvoir, voir C. Bouneau, L. Coste (dir.), *Les conseillers du pouvoir en Europe*, cit.; voir également sur les entourages, J.-M. Eymeri-Douzans, X. Bioy, S. Mouton (dir.), *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Presses de Sciences Po, Paris 2015.

<sup>15</sup> Concept forgé par Joseph Nye dans *Bound to Lead. The Changing Nature of American Power*, Basic Books, 1990.

<sup>16</sup> M. Butor, *La Modification*, Les Editions de Minuit, Paris 1957.

<sup>17</sup> La citation est de l'article de Monica Fioravanzo *Une amitié probable. Francia, Italia e Germania nell' "Europa di Mussolini" (1933-1936)* qui a bénéficié, pour sa participation à la journée d'études de Bordeaux du 1<sup>er</sup> octobre 2021, d'un financement du Prin 2017 *Science, technology and international relations: case studies in Italian foreign policy*.

<sup>18</sup> G. Rochat, *Militari e politici nella preparazione della Campagna d'Etiopia: Studio e documenti 1932-1936*, Franco Angeli, Milano 1971.

<sup>19</sup> P. Milza, *Mussolini*, Fayard, Paris 1999, pp. 646-657.

<sup>20</sup> J.-M. Palayret, *L'Alliance impossible. Diplomatie et outil militaire dans les relations franco-italiennes*, Service historique de la Marine, Vincennes 2004.

<sup>21</sup> HC signifie «Honorable Correspondant», le sigle des «bénévoles» engagés par le Service de renseignements français; sur Navale et les archives du SR, voir D. Burigana, *Armi e Diplomazia*, cit., p. 392. Sur le rôle des services dans le rapprochement franco-italien, voir D. Burigana, «I militari italiani e la politica estera. Il caso delle relazioni franco-sovietiche», in U. Pavan della Torre, F. Ecça

(a cura di), *Fra civile e militare: l'organizzazione delle guerre italiane da Vittorio Veneto al 25 aprile*, FrancoAngeli, Milano, sortie prévue en 2022.

<sup>22</sup> M. Canali, *Le spie del Regime*, il Mulino, Bologna 2004, pp. 120-121.

<sup>23</sup> A. Basciani, A. Macchia, V. Sommella (dir.), *Il Patto-Ribbentrop-Molotov, l'Italia e l'Europa (1939-41)*, Aracne, Roma 2013, même s'il y a tout le côté français dans F. Depla, *Les papiers secrets du Général Doumenc. Un autre regard sur 39-40*, Orban, Paris 1991, et des intéressantes archives privées au King's College pas encore exploitées. Voir D. Burigana, *Armi e Diplomazia*, cit. La référence reste M. Jabara Carley, *1939: The Alliance that never was and the coming of World War II*, Deen, Chicago 1999.

<sup>24</sup> M. Alexander, *The Republic in Danger: General Maurice Gamelin and the politics of French defence (1933-40)*, Cambridge University Press, Cambridge 1992.

<sup>25</sup> Seulement deux textes emblématiques: M. Vaïsse, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement (9 décembre 1930-17 avril 1934)*, Pedone, Paris 1981, et E. Du Réau, *Edouard Daladier et la sécurité de la France (1884-1970)*, Fayard, Paris 1993.

<sup>26</sup> D. Burigana, «Le meilleur des mondes possibles entre Moscou et Varsovie, les accords Badoglio-Gamelin (novembre 1932-juin 1935)», in J.-C. Romer (dir.), *Troisièmes rencontres franco-italiennes d'histoire militaire*, Sga, Vincennes 2006, pp. 73-86.

<sup>27</sup> S. Aprile, J.-C. Caron, E. Fureix (dir.), *La liberté guidant les peuples. Les révolutions de 1830 en Europe*, Champ Vallon 2013.